



PRÉFET DE L'OISE

Arrêté préfectoral complémentaire modifiant certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2007 et imposant à la société CHIMIREC VALRECOISE la transmission d'informations en vue de débiter l'enquête administrative prévue par la circulaire du 25 juin 1986

LE PREFET DE L'OISE

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire, relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 janvier 1999 relatif aux conditions de ramassage des huiles usagées ;

Vu la circulaire du 25 juin 1986 relative aux lots d'huiles usagées souillées de PCB ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2007 réglementant les activités exploitées par la société CHIMIREC VALRECOISE sur le site de Saint-Just-en-Chaussée ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 septembre 2011 réactualisant le tableau de classement figurant dans l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2007 suite à la modification de la nomenclature des installations classées ;

Vu le courrier du 15 juin 2010 de la société CHIMIREC VALRECOISE par lequel elle informe le préfet de l'Oise de la suppression de 4 cuves de stockage de solvant de catégorie C d'un volume total de 95 m³ ;

Vu le rapport et les propositions du 26 février 2014 de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques émis lors de la séance du 7 mai 2014 au cours de laquelle l'exploitant a été entendu ;

Vu le projet d'arrêté communiqué à l'exploitant le 21 mai 2014 et sa réponse électronique du 22 mai 2014 ;

Considérant qu'il convient, par le biais d'un arrêté préfectoral complémentaire, de modifier l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2007 afin de tenir compte de la suppression des 4 cuves de stockage précitées et d'abroger les zones d'effets en résultant ;

Considérant les cas de détection de polychlorobiphényles (PCB) mis en évidence grâce à l'échantillonnage préventif par la société CHIMIREC VALRECOISE dans les huiles usagées issues de la collecte et mises en dépôt sur le site de Saint-Just-en-Chaussée ;

Considérant les risques associés à la présence potentielle d'huiles usagées contaminées en PCB sur le site de Saint-Just-en-Chaussée suite à un refus de prise en charge par l'installation de recyclage ou de régénération, notamment le risque d'incendie ou de déversement accidentel ;

Considérant que l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2007 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 septembre 2011 ne réglementent pas les activités de stockage accidentel d'huiles usagées contaminées en PCB sur le site de Saint-Just-en-Chaussée ;

Considérant le coût d'élimination relatif à la prise en charge des lots pollués par l'ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) lorsque le responsable ne peut être identifié ;

Considérant la remise, par la société CHIMIREC VALRECOISE, au préfet de l'Oise d'une étude visant à définir les dispositions pouvant être prises en vue de réduire le risque de mélange dans les cuves du site d'huiles contaminées en PCB avec des huiles non contaminées le 9 avril 2014 ;

Considérant qu'il convient, par le biais d'un arrêté préfectoral complémentaire, de confirmer à la société CHIMIREC VALRECOISE la nécessité de transmettre, à l'inspection des installations classées, les éléments d'information en vue de débiter l'enquête administrative prévue par la circulaire du 25 juin 1986 et permettre ainsi à l'inspection des installations classées d'évaluer la nécessité ou la possibilité de faire intervenir l'ADEME ;

Considérant que les prescriptions additionnelles susvisées ne peuvent être prises qu'après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires de l'Oise ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} :

Conformément à l'article 9.1.4 de l'annexe à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2007 et pour son site sis 79 rue Auguste Bonamy - ZI Sud à Saint-Just-en-Chaussée (60130), la société CHIMIREC VALRECOISE informe l'inspection des installations classées de tout refus de prise en charge par un éliminateur (agrée huiles usagées) de lots d'huiles usagées contenant des PCB issus de ses activités. Cette information est adressée sous un délai de 8 jours à compter de la prise en connaissance de ce refus.

Lorsque la responsabilité de lots d'huiles usagées contenant des PCB n'a pas pu être déterminée par l'exploitant et en vue de débiter l'enquête administrative prévue par la circulaire du 25 juin 1986 et d'évaluer la nécessité ou la possibilité de faire intervenir l'ADEME, il transmet à l'inspection des installations classées les informations suivantes :

- nom du chauffeur assurant la tournée ;
- nom des détenteurs collectés ;
- nature du liquide collecté ;
- mode de conditionnement d'origine et volume du contenant ;
- données figurant sur le chronotachygraphe du chauffeur ;
- document attestant de la sensibilisation des détenteurs faisant l'objet de cette collecte d'huiles usagées concernant l'élimination de ces huiles lorsqu'elles contiennent des PCB (bon d'enlèvement d'huiles usagées).

ARTICLE 2 :

La zone d'effet Z_2 résultant d'un incendie dans la cuvette de rétention des produits inflammables visée à l'article 1.5.1 de l'annexe à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2007 n'a plus lieu d'exister. Il en est de même de sa représentation figurant en annexe de cet arrêté.

Les dispositions constructives visées à l'article 8.3.11 de l'annexe à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2007 relatives au stockage en cuves aériennes ne sont plus applicables.

Le premier alinéa de l'article 9.1.1 de l'annexe à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2007 est remplacé de la manière suivante :

« les déchets susceptibles d'être réceptionnés, stockés et traités sont ceux fixés en annexe 4 du présent arrêté en référence à la nomenclature des déchets établie par le Ministère de l'Environnement ».

ARTICLE 3 :

L'inobservation des conditions imposées par le présent arrêté est susceptible d'entraîner l'application des suites administratives prévues au titre I du livre V du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif d'Amiens :

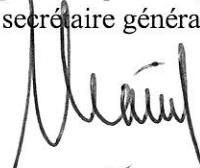
- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

ARTICLE 5 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Clermont, le maire de Saint-Just-en-Chaussée, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie, le directeur départemental des Territoires, l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais le **- 5 JUIN 2014**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général



Julien MARION

Destinataires :

Société CHIMIREC VALRECOISE
79 rue Auguste Bonamy
ZI Sud
60130 Saint-Just-en-Chaussée

Monsieur le sous-préfet de Clermont

Monsieur le maire de Saint-Just-en-Chaussée

Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie
s/couvert de Monsieur le chef de l'unité territoriale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de Picardie